

Assemblée nationale
XIII^e législature
Session ordinaire de 2007-2008

Compte rendu
intégral

Deuxième séance du jeudi 15 novembre 2007

Projet de Loi de Finances 2008 – Enseignement scolaire

Mme Martine Martinel. Monsieur le président, monsieur le ministre, mes chers collègues, à l'occasion de la rentrée 2007, le Président de la République a écrit une longue « Lettre aux éducateurs » pour décliner ses ambitions pour l'école. De votre côté, monsieur le ministre, vous avez récemment affirmé votre souci de résultats et de lutte contre l'échec scolaire.

Paradoxalement, pour mener à bien ces objectifs ambitieux, vous faites le choix, dans le sillage du gouvernement précédent, de supprimer des postes en masse.

Cette année, en effet, le budget de l'éducation nationale fait apparaître 11 200 suppressions de postes.

Vous avez annoncé, monsieur le ministre, une nécessaire refondation du système éducatif en mettant en avant l'instauration d'un socle commun des connaissances, déjà évoquée par vos prédécesseurs, M. Fillon et M. de Robien, et l'allègement horaire – dont on ne comprend pas vraiment l'intérêt pour la diversité et la qualité accrue des apprentissages.

Faisant écho à M. Sarkozy, vous avez déclaré vouloir en finir avec le collège unique, au prétexte qu'il avait failli à sa tâche, même si, tous les enseignants le savent, il n'a jamais vraiment été mis en place, si ce n'est pour faire apparaître le niveau hétérogène des élèves. Pour le Président de la République, il s'agit de le réformer « pour que chacun puisse y trouver sa place, pour que les différences de rythmes, de sensibilités, de caractères, de formes d'intelligence soient mieux prises en compte de façon à donner à chacun une plus grande chance de réussir ».

Mais comment comptez-vous favoriser l'individualisation, favorable à l'épanouissement intellectuel et personnel des élèves, en supprimant 6 711 postes d'enseignants dans le second degré et 2 800 postes de stagiaires entre le premier et le second degré ? Comment allez-vous, monsieur le ministre, atteindre ces objectifs en vous fondant sur la seule logique de rentabilité ?

Il y a, à l'évidence, une contradiction entre votre politique de réduction des coûts et l'affichage de contenus d'enseignement dignes des perspectives humanistes de Montaigne ou de Rabelais !

Il est dans l'air du temps d'opposer l'école de jadis à celle d'aujourd'hui, source de tous les maux. Si le système éducatif ne parvient pas toujours à remédier à l'échec scolaire, reconnaissez qu'il a évolué, de la maternelle au lycée, de même que son public.

Il est aussi dans l'air du temps de culpabiliser les enseignants.

M. le ministre de l'éducation nationale. Je ne l'ai jamais fait !

Mme Martine Martinel. Ils ne sont pourtant pas responsables des inégalités sociales qui

s'accroissent dans notre pays et qui sont souvent les ferments de l'échec scolaire.

L'absence de mixité sociale va à l'encontre de l'égalité des chances, et la suppression annoncée de la carte scolaire ne fera que renforcer la ségrégation dont nous mesurons déjà les effets négatifs.

Les enseignants d'aujourd'hui n'ont pas besoin qu'on leur dise de « travailler plus pour gagner plus », ils ont besoin d'une gestion cohérente de leur carrière, d'offres de formation adaptées et surtout d'une vraie formation continue, comme toutes les autres professions.

Ils ont le sens du service public, ils le respectent et n'ont pas attendu la lettre de M. Sarkozy pour être « fiers de leur métier, fiers de servir la République et fiers d'une certaine idée du progrès ». Comme vous le savez, monsieur le ministre, ils passent des concours difficiles, ils travaillent beaucoup et s'investissent pleinement auprès de leurs élèves pour transmettre des savoirs ou développer des compétences et des aptitudes à vivre ensemble, et cela dans tous les cycles, de la maternelle au lycée. Ils n'ont pas non plus attendu le Président de la République pour intégrer la dimension éducative de leur métier. Ils savent, dès le début de leur carrière, que « l'éducation est une exigence vis-à-vis de l'éducateur lui-même », comme le dit M. Sarkozy.

Monsieur le ministre, vous vous réfugiez derrière des annonces et des formules au lieu de mobiliser les moyens adéquats pour proposer des orientations budgétaires dignes des enfants, de la communauté éducative et d'un service public de qualité.

Au lieu de stigmatiser les uns et les autres – enseignants qui ne seraient pas présents dans leurs classes, élèves en difficulté, parents des « orphelins de seize heures » –, d'ajouter avec parcimonie quelques heures de cours ou de modifier les rythmes scolaires, notamment en supprimant l'école le samedi matin sans concertation, ne vaudrait-il pas mieux permettre aux élèves en difficulté d'évoluer dans des classes à faible effectif et dans des établissements où la présence d'adultes compétents serait renforcée ? (*Applaudissements sur les bancs du groupe socialiste, radical, citoyen et divers gauche et du groupe de la Gauche démocrate et républicaine.*)

M. le président. À la demande du Gouvernement, je vais suspendre la séance pour quelques minutes.